

## Chambre des Représentans.

SESSION DE 1834—1835.

### Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 3.

Numéros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions
-----------------------------	--------------------------------------

M. MOREL-DANHEEL, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- |    |     |  |
|----|-----|--|
| 1. | 3.  | <p>Par pétition du 2 août 1834,</p> <p>Un grand nombre de cultivateurs de la commune de Vlaemeringhe (Flandre-Occidentale) demandent qu'il soit frappé des droits sur les huiles de poisson et autres huiles étrangères, à leur entrée en Belgique. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et au bureau des renseignemens.</p>   |
| 2. | 12. | <p>Par pétition du 10 novembre 1834,</p> <p>Les bourgmestre, secrétaire et ordonnateur du bureau de bienfaisance de la commune de Staden (Flandre-Occidentale), suspendus de leurs fonctions par M. le gouverneur de la province, et réintégrés par un arrêté du même gouverneur, après que le tribunal d'Ypres eut déclaré qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre, se plaignent d'éprouver de nouvelles vexations. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.</p> |
| 3. | 17. | <p>Par pétition en date du 23 juin 1834,</p> <p>Le conseil communal et les habitans notables de Tourpes (Hainaut) demandent la réunion de cette commune au canton de Lenze. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de la révision de la loi sur les justices de paix.</p>   |
| 4. | 31. | <p>Par pétition du 14 novembre 1834,</p> <p>L'administration communale de Lichtervelde (Flandre-Occidentale) demande que cette commune soit érigée en chef-lieu de canton séparé. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de la révision de la loi sur les justices de paix.</p>   |

- | Numéros<br>ou<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|---------------------------------------|---|
| 5.                           | 42.                                   | Par pétition du 22 octobre 1834,<br>Le conseil communal et les habitans notables de la commune de Leke (Flandre-Occidentale) demandent à faire partie du canton de Dixmude. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de la révision de la loi sur les justices de paix.  |
| 6.                           | 50.                                   | Par pétition du 10 novembre 1834,<br>Le sieur G.-J. Van Peene, notaire à Oostwinkel (Flandre-Orientale), dénonce les vexations auxquelles il est en butte, de la part de quelques habitans de la commune. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 7                            | 51.                                   | Par pétition du 1 <sup>er</sup> octobre 1834,<br>Plusieurs pharmaciens de Verviers et Liège demandent des modifications à la loi du 12 mars 1818, en abrogeant l'art. 11, qui permet aux médecins et aux chirurgiens de fournir des médicamens à leurs malades, dans toutes les villes et communes où il n'existe pas une commission médicale provinciale. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au bureau des renseignemens. |
| 8.                           | 55.                                   | Par pétition du 14 novembre 1834,<br>Les administrations communales et les habitans notables des communes de Bovesse et Rhisne demandent à faire partie du canton de Namur. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de réviser la loi sur les justices de paix.   |
| 9.                           | 59.                                   | Par pétition du 29 novembre 1834,<br>Le sieur B.-J. Hebbelinek, révoqué de ses fonctions de juge-de-paix de Nazareth (Flandre-Orientale), demande d'être admis à une pension. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.  |
| 10.                          | 60.                                   | Par pétition du 25 novembre 1834,<br>Le sieur Chotteau, né à St-Amand (France), demande la naturalisation. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.   |
| 11.                          | 62.                                   | Par pétition du 1 <sup>er</sup> décembre 1834,<br>Le sieur E. Petit, ex-portier de l'hôpital militaire, se plaint de sa destitution, et dénonce de prétendus abus que commet le directeur de cet établissement. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.   |
| 12.                          | 63.                                   | Par pétition du 17 novembre 1834,<br>Plusieurs fermiers de la commune de Wervicq (Flandre-Occidentale) demandent la suppression du droit d'entrée sur les tourteaux de graine grasse. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.   |
| 13.                          | 122.                                  | Par pétition du 29 septembre 1834,<br>Le sieur Maes de Ghisteltes (Flandre-Occidentale) demande le paiement des intérêts des cautionnemens qu'il a fournis en   |

- qualité de receveur des contributions. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
14. 306. Par pétition du 28 février 1834,  
Les secrétaires des communes du district d'Ypres demandent que leur traitement soit augmenté. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
15. 670. Par pétition du 26 juillet 1834,  
Un grand nombre de fabricans et marchands d'huile végétale, de la Flandre-Occidentale, demandent que l'huile de balaine soit frappée d'un droit de 25 francs par hectolitre. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
16. 671. Par pétition du 31 juillet 1834,  
Le sieur Van Ousselen, de Poperinghe (Flandre-Occidentale), signale un abus résultant de l'imposition du droit illégal, dit *Splissingrecht*, pour la tenue de ses écritures. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.  
M. DOIGNON, 2<sup>me</sup> rapporteur.
17. 57. Par pétition du 29 novembre 1834,  
Les héritiers de M. François Beys, belge de naissance, décédé à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> mars 1831, et y domicilié, demandent que la législature déclare l'art. 11, litt. A de la loi du 27 décembre 1817, sur les droits de succession, applicable aux biens situés sur le territoire hollandais, et acquis par les Belges, pendant la réunion de la Belgique avec la Hollande, et qu'il soit fait application de cette disposition aux successions ouvertes en Belgique depuis la séparation des deux pays. — Concl. de la commission. — Renvoi au ministre des finances avec demande d'explications.
18. 65. Par pétition du 25 novembre 1834,  
Les héritiers de M. Duwelz réclament une indemnité, ou au moins un secours provisoire à cause de l'incendie de leur maison, sise à Bruxelles, brûlée dans les journées de septembre. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur avec demande d'explications.
19. 84. Par pétition du 8 décembre 1834,  
Le sieur De Roy, ex-sous lieutenant au 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie, né à Amsterdam, demande la naturalisation.
20. 79. Par pétition du 9 décembre 1834,  
M. Verdhurt, commis de 2<sup>e</sup> classe des accises, à Beveren, né Français, demande la naturalisation.
21. 159. Par pétition du 24 janvier 1835,  
Le sieur Maurice Oppenheim, négociant, né à Francfort, demande la naturalisation.
22. 144. Par pétition du 23 décembre 1834,  
Le sieur Castinel, né Français, domicilié à Bruxelles, demande la naturalisation. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice de ces quatre pétitions.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|---------------------------------------|---|
| 23.                          | 8.                                    | Par pétition du 13 novembre 1834 ,<br>Le sieur Leroux , ancien docteur en droit et magistrat , adresse à la Chambre un premier cahier d'observations sur le projet de révision du code pénal.<br>Par pétition du même , en date du 17 décembre 1834 , il adresse à la Chambre un deuxième cahier d'observations sur le même projet. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice et au bureau des renseignemens.   |
| 24.                          | 641.                                  | Par pétition du 16 juillet 1834 ,<br>Plusieurs bateliers de Tournai proposent un nouveau mode de perception du droit de patente sur les bateaux. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et au bureau des renseignemens.   |
| 25.                          | 421.                                  | Par pétition non datée ,<br>Le sieur Dufetel , batelier , marchand de charbon à Maubray (Hainaut) , demande que la Chambre autorise la vente publique d'un terrain situé près du pont de Marly ( canal d'Antoing ) , et qu'il soit divisé en deux lots égaux. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.   |
| 26                           | 53.                                   | Par pétition du 20 novembre 1834 ,<br>Le sieur Elskens , dit Borremans , ex-colonel au 1 <sup>er</sup> régiment des chasseurs à pied , réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir sa réhabilitation , ou au moins déclarer par voie d'interprétation ou autrement , que les arrêts de la haute Cour militaire soient soumis au recours en cassation. — Concl. — Renvoi aux ministres de la guerre et de la justice et au bureau des renseignemens. |
| 27.                          | 377.                                  | Par pétition du 23 mars 1834 ,<br>Huit habitans d'Arlon demandent que le gouvernement fasse construire des casernes à Arlon. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.  |
| 28.                          | 106.                                  | Par pétition du 18 décembre 1834 ,<br>Quatre légionnaires , demeurant à Gand , demandent le paiement de leur traitement de la Légion-d'Honneur. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Corbisier , et au ministre de l'intérieur.  |
| 29.                          | 401.                                  | Par pétition du 15 avril 1834 ,<br>La dame veuve Thion réclame le paiement de ce qui était dû à feu son mari pour l'arriéré de sa pension de la Légion-d'Honneur. — Concl. — Même renvoi.   |
| 30.                          | 24.                                   | Par pétition du 11 novembre 1834 ,<br>Le sieur Vandael demande de nouveau que les légionnaires reçoivent la pension attachée à leur grade. — Concl. — Même renvoi.  |
| 31.                          | 273.                                  | Par pétition du 8 mars 1834 ,<br>Six légionnaires de Bruxelles réclament le paiement de leur pension. — Concl. — Même renvoi.   |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 32.                          | 150.                                  | Par pétition du 20 janvier 1835 ,<br>Le sieur Kock Mouligneau, ouvrier bucheron, à Flobeck, chevalier de la Légion-d'Honneur, demande le paiement de l'arriéré de sa pension, comme légionnaire.— Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Corbisier et au ministre de l'intérieur.   |
| 33                           | 217.                                  | Par pétition du 3 août 1834,<br>Le conseil communal de Rey (Namur), demande que sa réunion au hameau Mohiville soit révoquée et non avenue. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.  |
| 34.                          | 655.                                  | Les sieurs Dupont et Moreau, membres du conseil communal de la ville de Thuin réclament contre la perception de 5 centimes exigée, par le distributeur des postes en sus de la taxe de chaque lettre.— Concl. — Renvoi au ministre des finances.   |
| 35.                          | 11.                                   | Par pétition du 8 novembre 1834,<br>Les officiers du 2 <sup>e</sup> bataillon des gardes civiques mobilisés, du Hainaut, réclament contre la mesure qui les place en état de congé illimité sans traitement. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre avec demande d'explications.   |
| 36.                          | 47.                                   | Par pétitions des 3, 7 et 12 novembre 1834,<br>Un grand nombre d'éditeurs et rédacteurs de journaux publiés en Belgique demandent, 1 <sup>o</sup> la réduction à moitié du principal de l'impôt, ainsi que la suppression complète de la subvention pour les publications quotidiennes; 2 <sup>o</sup> la remise de la totalité pour les publications de deux feuilles et au-dessus, ne paraissant pas plus de deux fois par mois. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et au bureau des renseignements. |
| 37.                          | 98.                                   | Par pétition du 10 décembre 1834,<br>Plusieurs habitans de Fleron (Liège) demandent que la Chambre déclare, dans la loi communale, que les épiciers, merciers et marchands d'étoffes, ne pourront être bourgmestre ni assesseur.— Concl.— Renvoi à la section centrale pour le projet de loi communale.  |
| 38.                          | 72.                                   | Cinq habitans du Hainaut demandent que les nominations et révocations des secrétaires communaux soient attribuées au gouvernement. — Concl. — Renvoi à la section centrale pour le projet de loi communale.  |
| 39.                          | 127.                                  | Par pétition du 24 décembre 1834,<br>Les notaires de campagne de l'arrondissement d'Anvers demandent que la Chambre adopte la disposition du projet de loi relatif à la circonscription des cantons, qui permet aux notaires de campagne d'instrumenter dans le ressort de l'arrondissement judiciaire.  |
| 40.                          | 91.                                   | Par pétition du 30 octobre 1834,<br>Les notaires de campagne de l'arrondissement de Liège de-  |

mandent qu'il leur soit accordé la faculté d'exercer concurremment avec les notaires des villes, au moins dans leur arrondissement. — Concl. — Renvoi à la commission chargée d'examiner le projet de loi sur la circonscription des cantons de justice de paix.

41. 125. Par pétition du 3 janvier 1835,  
Le sieur Corrette, garde-champêtre, adresse des observations sur l'art. 125 de la loi communale, relatif aux nominations des gardes - champêtres. — Concl. — Renvoi à la section centrale pour la loi communale, dans le cas où ledit art. 125 serait soumis à un deuxième vote.
42. 663. Par pétition du 26 juillet 1834,  
Trois habitans de Rumbeck demandent l'abrogation de l'arrêté du 26 juin 1829, qui crée des brigadiers de gardes-champêtres recevant un traitement supplémentaire des communes. — Concl. — Renvoi à la section centrale pour la loi communale et au bureau des renseignements.
43. 235. Par pétition du 22 février 1834,  
Le sieur Parent demande que la Chambre ordonne la réparation de la grande route de Braine-le-Comte. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
44. 161. Par pétition en date du 22 janvier 1835,  
Le sieur Dubosch, propriétaire à Gand, demande qu'il lui soit alloué une avance sur l'indemnité qui lui revient de la dévastation de ses propriétés, situées en Hollande, et tenues en séquestre par les Hollandais. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
- M. DEWITTE, 3<sup>e</sup> rapporteur.
45. 142. Par pétition en date du janvier 1834,  
Les fabricans de fournitures en cuir pour schakos, les entrepreneurs et les chapeliers de Bruxelles, se plaignent de ce que la fourniture des schakos pour l'armée soit commise aux administrations des prisons. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.
46. 672. Par pétition en date du 16 février 1834,  
Le sieur J.-P. Sohest, militaire pensionné et ex-commis de 4<sup>e</sup> classe, de la douane à Neer, demande le paiement de sa pension pour le dernier trimestre de 1833, pendant lequel il n'a pas reçu de traitement. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
47. 255. Par pétition en date du 2 mars 1834,  
Le sieur Hemebert, à Dinant, ex-adjutant-sous-officier au 7<sup>e</sup> de ligne, demande une pension, ayant perdu l'usage de ses jambes. — Concl. — Renvoi aux ministres de la guerre et des finances.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions |  |
|------------------------------|--------------------------------------|--|
| 48.                          | 375.                                 | Par pétition en date du 7 avril 1834,<br>Le sieur Godefride van Tombé, vannier, à Melle (Gand), âgé de 70 ans, dont le fils Benoit est devenu aveugle au service, demande que sa pension de ce chef soit augmentée. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.  |
| 49.                          | 291.                                 | Par pétition en date du 16 mars 1834,<br>La dame veuve du baron de Saint-Genois Desmottes, ex-comis de 1 <sup>re</sup> classe des accises, à Anvers, demande une pension plus forte que celle qui lui a été accordée par la caisse de retraite, qui est de fr 255. — Concl. — Renvoi au ministre des finances. |
| 50.                          | 260.                                 | Par pétition en date du 6 mars 1834,<br>La dame veuve de Henry Lammens, à Bruxelles, mort des suites des blessures qu'il a reçues en 1830, demande une pension. — Concl. — Renvoi aux ministres de la guerre et des finances.  |
| 51.                          | 650.                                 | Par pétition en date du 14 juillet 1834,<br>Le sieur de Maeschalck, employé des accises de 1 <sup>re</sup> classe à Menin, demande à être admis à la pension de retraite. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 52.                          | 6.                                   | Par pétition en date du 31 août 1834,<br>Plusieurs fabricans bijoutiers, de Liège, adressent des observations sur l'état de cette industrie et sur les moyens d'y porter remède. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et à la commission d'industrie.  |
| 53.                          | 7.                                   | Par pétition en date du 25 août 1834,<br>Le sieur Deheve, à Liège, adresse des observations sur l'impôt relatif au sel. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 54.                          | 669.                                 | Par pétition non datée,<br>Un grand nombre de médecins praticiens, de la Flandr-Orientale, demandent la révision de la législation sur l'organisation médicale. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 55.                          | 22.                                  | Par pétition en date du 10 novembre 1834,<br>Le sieur L.-N. Hemery, à Bruxelles, renouvelle sa demande en naturalisation. — Concl. — Renvoi à la commission de naturalisation.   |
| 56.                          | 23.                                  | Par pétition en date du 18 octobre 1834,<br>Le sieur Schodduyn, à Poperinghe, demande la naturalisation. — Concl. — Renvoi à la commission de naturalisation.  |
| 57.                          | 567.                                 | Par pétition en date du 25 juin 1834,<br>Le sieur Beaufort, à Bruxelles, ex-sous-officier du 1 <sup>er</sup> régiment de ligne, natif d'Aix-la-Chapelle, demande la petite naturalisation. — Concl. — Renvoi à la commission de naturalisation.  |
| 58.                          | 9.                                   | Par pétition en date du 12 octobre 1834,<br>Un grand nombre de miliciens des provinces du Brabant,   |

- Hainaut et Limbourg, incorporés dans le 3<sup>e</sup> bataillon d'artillerie  
de siège, demandent à jouir de la faveur des congés illimités. —  
Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
59. 10. Par pétition en date du 30 septembre 1834,  
Le sieur J. Cannevet, à Baileux, demande qu'il lui soit fait  
remise du droit perçu, à l'entrée dans le royaume, sur des  
cendres pour engrais. Concl. — Renvoi au ministre des finances  
et à la commission d'agriculture.
60. 13. Par pétition en date du 21 octobre 1834,  
L'administration des hospices civils de la ville de Termonde  
demande que le gouvernement continue le paiement des in-  
térêts de deux inscriptions au grand-livre d'Amsterdam, dont  
elle est propriétaire, intérêts suspendus depuis l'échéance du  
1<sup>er</sup> juillet 1830.  
Même demande de la commission du bureau de bienfaisance  
de cette ville. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
61. 30. Par pétition non datée,  
Un grand nombre d'habitans et propriétaires du nord des deux  
Flandres demandent un canal de dessèchement. — Concl. —  
Renvoi à la section centrale du budget de l'intérieur.
62. 33. Par pétition en date du 20 novembre 1834,  
Le sieur Cardo, médecin et chirurgien à Saint-Nicolas, adresse  
des observations sur l'octroi de Saint-Nicolas, perçu sur des objets  
de commerce emportés et fabriqués dans la commune. — Concl.  
— Renvoi au ministre de l'intérieur.
63. 668. Par pétition en date du 25 juillet 1834,  
Cinq pêcheurs, habitans de la commune de Bouchaute (dis-  
trict d'Eccloo) demandent la prohibition des moules de la Zé-  
lande, ou qu'elles soient frappées d'un droit de 40 p. % à  
l'entrée. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.